



Œuvrer à l'élaboration d'une stratégie de partenariat conjointe entre l'Europe et l'Afrique

Principales questions de développement

Contexte

Il y a une longue et solide tradition de partenariat international entre les États membres de l'UE / la Commission européenne et l'Afrique. Bien que les USA, le Japon et désormais la Chine figurent également parmi les partenaires importants de l'Afrique, celle-ci reçoit actuellement plus de 50% de son aide publique au développement (APD) de l'Union européenne, notamment par le biais de l'Accord de partenariat de Cotonou et de son instrument financier, le FED (Fonds européen de développement). Il y a donc une solide tradition de coopération en matière de développement et une riche histoire de dialogue et de débat autour de ses approches et modalités. Les Africains et les Européens qui travaillent dans la sphère du développement, que ce soit à un niveau officiel ou dans le secteur privé, la société civile ou d'autres organisations, savent par conséquent à peu près tout de ce que pense l'autre à propos de ces questions, nonobstant les divergences d'approche et d'appréciation.

La définition d'une stratégie commune afin d'œuvrer ensemble au développement de l'Afrique peut donc s'appuyer sur cette expérience du passé et l'on peut aisément en dégager les thèmes essentiels. Ces cinq dernières années, au travers du « processus du Caire », fonctionnaires africains et européens ont rassemblé ce qu'ils appellent les « principales questions de développement » en divers groupes, qui forment une bonne base de départ pour le dialogue. En voici quelques-uns :

- *Financement et dette extérieure*
- *Migration*
- *Investir dans les personnes* (où l'on retrouve la santé, l'éducation, le marché du travail et le travail décent, la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et la mise en capacité des femmes, l'agriculture, l'environnement et le changement climatique, les technologies de l'information et de la communication)
- *Infrastructures*



Défis

Chaque groupe se caractérise par certains défis et divergences de vue entre les parties prenantes. Voyons ensemble quelques-unes des questions en suspens au sein de chaque groupe.

Financement et dette extérieure

L'une des questions majeures dans ce domaine est celle de la dette élevée et insoutenable. Dans sa stratégie pour l'Afrique, l'UE propose de continuer à soutenir le processus PPTE¹ et compte par ce biais alléger la dette africaine de 42 milliards d'euro. La Banque mondiale² signale toutefois que certains pays qui ont bénéficié de l'initiative PPTE sont en train de se rendetter, aussi les acteurs de la société civile et les gouvernements africains souhaiteraient-ils que des mesures supplémentaires soient prises. La progression des niveaux d'APD est plutôt satisfaisante. Considérée globalement, l'UE est actuellement en passe d'atteindre les objectifs annuels qu'elle s'est fixé pour arriver à une APD équivalente à 0,7% de son Revenu National Brut (RNB) d'ici 2015. Cet objectif suppose la multiplication par deux de l'aide accordée à l'Afrique et le débat fait rage quant à la meilleure façon d'acheminer ces fonds supplémentaires alors que les problèmes de capacité entravent déjà la gestion des flux d'aide actuels. *L'appui budgétaire direct*, par lequel l'UE injecte directement son aide dans le budget national du pays partenaire apparaît comme une solution évidente et gagne progressivement du terrain, mais certains États membres s'en méfient.

Migration

Le triste sort des migrants africains tentant de rejoindre l'Europe à bord de petites embarcations de fortune a suscité beaucoup d'émoi au cours de ces dernières années et donc un débat permanent entre fonctionnaires et politiciens des deux continents. Lors d'une récente conférence UE-Afrique organisée à Tripoli sur le thème de la migration et du développement, les gouvernements sont convenus de s'attaquer aux causes premières de la migration, notamment le manque d'emplois dans la plupart des pays africains, par un meilleur ciblage des politiques de développement et en veillant à ce que d'autres politiques comme le commerce, l'agriculture ou la pêche ne favorisent pas la migration. Ils ont également convenu que l'UE aiderait les pays africains à gérer les flux migratoires sud-sud et sud-nord. De nombreux gouvernements africains estiment cependant que les ressources sont insuffisantes pour un travail de développement aussi crucial. Ils s'inquiètent par ailleurs de la protection de leurs émigrants en Europe.

Il est vrai aussi que le vieillissement de la population en Europe obligera celle-ci à recruter de plus en plus de travailleurs qualifiés dans divers secteurs. Cela créera des opportunités pour ceux qui sont prêts à voyager, et l'argent qu'ils renverront au pays profitera à leur

¹ Récemment complétée par l'initiative multilatérale pour l'allègement de la dette (MDRI), l'initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) est un programme international géré par les institutions financières internationales qui favorise une meilleure gestion des finances publiques et gratifie les nations méritantes d'une annulation graduelle de leur dette.

² *Unsustainable debt threat for African states – report* ; 7 June 2006, AllAfrica.com



communauté d'origine. Il faudra néanmoins veiller à ce que ces mouvements de population ne se traduisent pas par une « fuite des cerveaux » dans des secteurs vitaux pour les économies africaines. Il importe pour les deux continents de trouver les moyens de gérer la migration et de favoriser la circulation des travailleurs qualifiés et professionnels.

Investir dans les personnes

Ce thème est censé couvrir les programmes de développement qu'Africains et Européens considèrent généralement comme vitaux dans divers secteurs socioéconomiques. L'appui aux programmes sanitaires et éducatifs est indispensable à une réduction radicale de la pauvreté et à la réalisation des OMD ; mais les mesures en faveur de l'emploi et du développement de l'agriculture le sont tout autant. La promotion de la parité hommes-femmes et de la mise en capacité des femmes dans tous les secteurs est vitale. Les pauvres sont aussi les premières victimes de la dégradation de l'environnement et le changement climatique affecte déjà la disponibilité de ressources vitales comme l'eau. Le coût de l'énergie commence lui aussi à poser de graves problèmes dans de nombreux pays. Alors que les parties prenantes européennes ont sans doute tendance à donner la priorité aux programmes d'éradication de la pauvreté, les acteurs Africains insistent beaucoup sur les secteurs productifs, l'industrialisation et la croissance économique. Avec leur population jeune, les nations africaines doivent impérativement créer de l'emploi pour se développer. Il est généralement admis que la réussite des programmes de développement passe par leur appropriation locale et qu'il appartient aux nations africaines de déterminer elles-mêmes leurs priorités de développement ; or les bailleurs européens, qu'ils soient gouvernementaux ou non, estiment souvent qu'ils ne peuvent laisser les Africains décider seuls de tout parce qu'ils ont des comptes à rendre au contribuable et à l'opinion publique européenne. Le débat porte donc sans doute moins sur la nature des besoins que sur la hiérarchisation et l'échelonnement des priorités.

Infrastructure

Le manque de bonnes infrastructures de tous types aux quatre coins du continent est l'un des principaux obstacles au développement économique de l'Afrique. L'UE, plus particulièrement au travers de la Commission européenne, est un gros financeur de projets d'infrastructure en Afrique et pour peu que les propositions de mise en place d'un partenariat UE/Afrique en faveur des infrastructures aboutissent, ce secteur de coopération est appelé à prendre plus d'importance encore.